

## RETRAITES : L'ARBRE QUI CACHE LA FORÊT !

### ① Repousser l'âge de la retraite ne changera rien !

Le gouvernement justifie le repoussement de l'âge de la retraite en arguant du fait que le nombre d'actifs ne suffira pas à financer les retraites. Mais le facteur déterminant ici, ce n'est pas l'âge de la retraite, c'est le nombre d'actifs ! Ainsi, le problème essentiel du financement des retraites, ce n'est pas la durée de cotisation, mais le nombre d'actifs qui cotisent, donc le nombre de travailleurs. Or, la situation actuelle est caractérisée par le chômage de masse. Le voilà le vrai problème, c'est le chômage ! Rappelez-vous, pendant sa campagne Sarkozy n'a pas parlé de réforme des retraites, mais il nous a promis le plein-emploi en 2012 ...

### ② Les déficits, la dette publique : racket bancaire !

On nous rabâche que la France vit au-dessus de ses moyens, que les services publics coûtent trop chers, qu'il faut s'imposer la rigueur si on veut s'en sortir. Ces mensonges assénés par le gouvernement et les partis majoritaires masquent le vrai problème : l'origine de la dette. Réfléchissons : la dette c'est de l'argent qu'on doit. L'argent, d'où il vient ? La création monétaire n'est-elle pas une prérogative fondamentale de l'État ? Alors, l'État doit de l'argent, et cet argent, c'est lui qui le crée. Comment peut-on être à la fois créateur et débiteur ? Deux facteurs entrent en jeu : Premièrement, la Loi du 3 Janvier 1973, qui empêche l'État (Banque de France) de se prêter à lui-même l'argent qu'il crée. Concrètement, l'État doit depuis cette date se financer en empruntant auprès de créanciers extérieurs, comme les banques par exemple, banques qui

accordent des crédits avec, bien entendu, des taux d'intérêts élevés. A noter que l'argent que peuvent prêter les banques est créé grâce à l'autorisation de l'État. En clair, c'est l'État qui permet aux banques de créer de l'argent, et c'est à ces mêmes banques que l'État paie ensuite sa « dette » et ses intérêts. Le deuxième facteur est européen : la marche forcée vers l'Union Européenne a permis d'imposer l'euro, et la Banque Centrale Européenne (BCE). Depuis lors, les États européens n'ont plus la maîtrise de la monnaie qui circule sur leurs territoires. Ils ne peuvent plus décider de leurs taux directeurs (taux d'intérêt permettant de réguler le crédit, donc le financement de l'économie), et doivent se plier servilement aux décisions libérales de la BCE, et en subir les conséquences.

### ③ Conclusion : c'est le capitalisme qu'on doit mettre à la retraite !

Les faits sont têtus, et ils permettent de recentrer le débat. Tous les problèmes évoqués, comme le financement des retraites, le pouvoir d'achat, l'endettement public, proviennent tous des dysfonctionnements du capitalisme. Il ne faut pas s'en étonner, c'était évident. Ce mode de production est par nature instable, injuste et inefficace. Le maintien du capitalisme est désormais tout simplement utopique. Maintenant, c'est l'après-capitalisme qu'il nous faut préparer, c'est l'Alternative qu'il faut penser, c'est le Post-Capitalisme qu'il faut porter.

[www.agir-pour-lavenir.org](http://www.agir-pour-lavenir.org)

✂

2010 : Adhérer pour Agir !

Nom :

Prénom :

Né le :

Téléphone/Courriel :

Adresse :

Statut :

Membre Adhérent

Membre Actif (participe aux actions des Groupes Actifs)

Signature :

Joindre un chèque de cotisation annuelle de 10€ à l'ordre du « Mouvement Agir pour l'Avenir » et renvoyer à :

Mouvement Agir pour l'Avenir, 4 Rue des Fleurs 76570 Pavilly